



Senate  
The Kingdom of Eswatini



**10<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils  
Equivalents de l'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA),  
Royaume d'Eswatini, 11-12 mai 2023**

**COMMUNIQUE FINAL**

L'escalade des crises auxquelles le monde est confronté aujourd'hui, causée par divers facteurs, dont la pandémie de la COVID-19, a eu un impact profond sur l'économie mondiale, entraînant des crises économiques importantes. Celles-ci incluent une augmentation substantielle de la dette publique et privée, une hausse des taux d'inflation, une augmentation des coûts de l'énergie, des minéraux, des aliments et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Alors que le monde se remettait des effets économiques dévastateurs de la pandémie, la guerre russo-ukrainienne a éclaté, aggravant les conditions économiques mondiales. Elle a provoqué un ralentissement économique mondial, exacerbé les tensions internationales, accru les niveaux d'incertitude, aggravé la crise des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des minéraux et suscité des inquiétudes quant à leur approvisionnement. La crise a porté un coup sévère à l'économie mondiale. En raison de ces crises successives, le monde a connu des niveaux d'inflation sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La crise bancaire et la faillite de certaines banques en raison des taux d'intérêt élevés sont également apparues comme un problème majeur.

Ces crises ont eu des effets tangibles sur la vie et les moyens de subsistance des citoyens en Afrique et dans le monde arabe. Ces effets continuent de s'aggraver et rien n'indique que ces régions se redressent à court ou moyen terme, en particulier dans certains pays africains pauvres en ressources où des millions de personnes ont perdu leur emploi et leurs sources de revenus. Les gouvernements ont encore du mal à trouver des solutions appropriées pour faire face à ces effets désastreux. A cet effet, la communauté internationale s'est déjà tournée vers l'économie verte qui crée un monde durable à faibles émissions de carbone, bénéfique à la fois pour les sociétés humaines et pour la planète. Il s'agit d'un développement durable qui garantit l'augmentation du PIB tout en préservant et protégeant la nature et en garantissant le bien-être humain et social.

Pour faire la lumière sur la nature des crises et des problèmes existants et pour échanger des idées, des points de vue et des expériences d'une manière qui pourrait aider les législateurs et les décideurs à trouver des solutions à ces crises en Afrique et dans le monde arabe,



Senate  
The Kingdom of Eswatini



l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents de l'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) a tenu sa 10<sup>ème</sup> Réunion de concertation en collaboration avec le Sénat du Royaume d'Eswatini, du 11 au 12 mai 2023.

Les conseils/sénats membres ci-après ont participé à la réunion :

- le Conseil Shoura du Royaume de Bahreïn
- le Sénat de la République du Botswana
- le Sénat de la République du Burundi
- le Sénat de la République Démocratique du Congo
- le Sénat de la République de Côte d'Ivoire
- le Conseil national fédéral des Emirats Arabes Unis
- le Sénat du Royaume d'Eswatini
- la Chambre de la Fédération de la République fédérale d'Ethiopie
- le Sénat de la République gabonaise
- le Sénat de la République de Guinée équatoriale
- le Sénat du Royaume hachémite de Jordanie
- le Sénat de la République du Kenya
- le Sénat du Royaume du Lesotho
- la Chambre des conseillers du Royaume du Maroc
- le Sénat de la République fédérale du Nigeria
- le Sénat de la République du Rwanda
- le Sénat de la République du Soudan du Sud
- le Conseil Shoura de la République du Yémen
- le Sénat de la République du Zimbabwe



**Senate**  
**The Kingdom of Eswatini**



ont également participé, les représentants d'organisations parlementaires régionales et internationales.

La cérémonie d'ouverture de la réunion de concertation a débuté à 9h30 min, en présence du Premier ministre du Royaume d'Eswatini, S.E. Mr. Cleopas Siphon Dlamini et du Président de la Chambre des Conseillers du Maroc et Président de l'ASSECAA, S.E. Mr Naam Mayara.

La Présidente du Sénat du Royaume d'Eswatini, S.E. Hon Madame Dlamini Lindiwe a ouvert la cérémonie par une allocution de bienvenue aux délégations présentes, aux représentants des organisations et institutions locales, régionales et internationales, exprimant sa gratitude pour leur présence à cet important événement. Elle a indiqué que conformément à ses nobles principes fondateurs, l'ASSECAA est devenue un forum incontournable de dialogue et de coopération politique et socio-économique entre l'Afrique et le monde arabe ; elle s'est transformée en un formidable creuset d'idées et de nouvelles réflexions qui inspirent l'Afrique et le monde arabe à exploiter leur potentiel au profit des peuples d'Afrique et du monde arabe. Elle a relevé avec fierté que dans les temps anciens, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le continent africain dans son ensemble étaient un creuset de civilisations pionnières et l'ASSECAA est la confluence où nos civilisations peuvent à nouveau se connecter afin que nous puissions façonner collectivement une nouvelle ère pour nos peuples.

Elle a ajouté que cette réunion se tenait à un moment opportun alors que les régions sont confrontées à une crise mondiale sans précédent sur plusieurs fronts, et a applaudi le leadership avisé de l'ASSECAA pour avoir convoqué cette réunion afin de relever collectivement les défis et les opportunités auxquels nos régions sont confrontées conséquemment à l'ordre mondial multipolaire en évolution. Elle a conclu qu'il est nécessaire de jouer un rôle plus important dans la quatrième Révolution industrielle pour transformer les économies des deux régions, l'Afrique et le monde arabe, comme nous le constatons déjà au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Certains pays émergent comme une force avec laquelle il faut compter dans la technologie numérique, l'innovation et la technologie des ressources, de sorte que l'avantage industriel que les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord détiennent en matière de technologie et de l'innovation peut être efficacement combiné avec les diverses ressources naturelles et la capacité de production alimentaire que possèdent les pays africains afin d'initier de nouvelles formes de modernité qui permettent aux deux régions de favoriser les échanges et le développement humain.



Senate  
The Kingdom of Eswatini



A son tour, le Secrétaire général de l'ASSECAA, S.E.Mr. Abdulwasie Yusuf Ali, a prononcé un discours dans lequel il a évoqué à la fois la création de l'Association il y a 21 ans et ses objectifs, notamment la promotion de la coopération afro-arabe dans tous les domaines politique, économique et socio-culturel au profit des peuples des deux régions.

Concernant les défis auxquels le monde est confronté et les crises économiques successives qui affectent les régions arabe et africaine en particulier, il a souligné que les deux régions ne doivent pas céder aux circonstances actuelles et que tous doivent s'unir pour trouver des solutions appropriées à ces crises. Il a également indiqué l'importance de la transition vers une économie verte pour soutenir le développement durable en Afrique et dans le monde arabe.

Pour sa part, S.E.Mr. Cleopas Siphon Dlamini, Premier ministre du Royaume d'Eswatini, a prononcé le discours inaugural dans lequel il a souhaité la bienvenue aux participants au nom de Sa Majesté le Roi d'Eswatini. Il s'est réjoui du choix du Royaume d'Eswatini pour accueillir cette importante réunion, qui va débattre de sujets importants en raison de leur pertinence par rapport aux défis actuels, qui ont un impact négatif sur l'économie mondiale.

Il a déclaré que les sujets abordés lors de cette réunion sont de la plus haute importance pour les régions arabe et africaine et nécessitent des efforts concertés pour le redressement de leurs économies. Il a soutenu que les parlements sont les principales institutions capables de diriger ces efforts en œuvrant à l'adoption des lois appropriées pour relever ces défis. Il a indiqué que grâce à une coopération étroite, les parlements peuvent formuler des stratégies qui apporteront des solutions nécessaires aux défis communs, notant que cette réunion offre une occasion d'échange de vues et d'expériences sur la manière dont la coopération peut être orientée en vue d'assurer la paix mondiale et la réduction durable de la pauvreté.

M. George H. Wachira, le Coordonnateur en chef du Système des Nations Unies, s'est également adressé à l'Assemblée où il a remercié l'ASSECAA pour son rôle de leader dans le renforcement de la diplomatie parlementaire et de la coopération dans les domaines politique, économique, social, culturel et sur les questions de paix et des droits de l'homme en Afrique et dans le monde arabe.

Il a souligné que l'écart entre les riches et les pauvres, qui ne cesse de se creuser, a été exacerbé par l'inflation mondiale et l'augmentation de la dette, affectant la capacité de nombreux pays à répondre à ces crises et à se relever de celles-ci.



Senate  
The Kingdom of Eswatini



Le Président de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc, Président de l'ASSECAA, S.E. Naam Mayara, a également prononcé un discours dans lequel il a exprimé sa profonde gratitude au gouvernement, au parlement et au peuple du Royaume d'Eswatini, pour l'accueil chaleureux et la généreuse hospitalité réservés aux délégués.

Il s'est également réjoui de cette occasion de tenir cette importante réunion, qui offre une véritable plate-forme aux délégations des conseils/sénats membres en vue d'échanger des idées et des points de vue sur diverses questions d'intérêt commun pour les pays membres de l'ASSECAA et du monde en général. Ces questions sont étroitement liées aux missions et rôles des conseils/sénats membres de l'ASSECAA dans leurs efforts pour servir les intérêts nationaux de leurs pays respectifs. Il a confirmé que cette réunion est particulièrement importante, se déroulant dans un contexte mondial et régional caractérisé par un ensemble de défis économique, social, environnemental, géopolitique et de développement, qui ont des répercussions directes sur les exigences d'une vie décente pour les populations. Il n'est pas exagéré de dire que le monde vit des situations qui n'avaient pas été observées depuis quatre décennies ; a-t-il également indiqué. L'économie mondiale a été confrontée à une série de défis depuis la propagation de la pandémie de COVID-19, qui a bouleversé des vies et des économies.

Il a noté que les restrictions imposées pour freiner la propagation de l'épidémie de Covid-19 ont eu des effets dévastateurs sur la croissance économique.

Il a également relevé qu'au moment même où le monde commençait à sortir du tunnel de cette crise et de ses conséquences et revenir à la "nouvelle normalité", la guerre russo-ukrainienne a éclaté, entraînant la crise énergétique la plus grave jamais connue par les économies avancées depuis les années 1970. Cette crise a provoqué une inflation sans précédent, qui a mis d'énormes pressions à la fois sur les pays développés et en développement et a créé une tendance au resserrement des politiques monétaires par les principales banques centrales.

Le Président de l'ASSECAA a également abordé l'impact de ces crises successives sur les populations dans le monde, en particulier celles des régions africaines et arabes, avec de graves répercussions sur les segments les plus vulnérables de la société, des centaines de millions de familles étant déjà aux prises avec de faibles revenus et des prix élevés de l'énergie et de la nourriture ; ces crises exacerbent les souffrances de ces familles et



Senate  
The Kingdom of Eswatini



menacent d'accroître les inégalités. Pour la première fois depuis des décennies, l'inflation est devenue un défi majeur pour de nombreux pays du monde.

Il a en outre souligné l'importance d'encourager une économie verte comme l'une des solutions pour faire face à ces crises économiques. La communauté internationale a introduit le concept d'économie verte comme l'un des moyens de surmonter ces crises en réorientant les fonds vers l'investissement dans les secteurs de l'énergie verte. Il a déclaré qu'investir dans le marché des combustibles fossiles est un pari perdu, tandis que les énergies renouvelables et propres sont l'alternative optimale et seront le principal moteur de profit et de création d'argent à l'avenir.

S.E Naam Mayara a conclu son discours en soulignant le rôle central que les parlementaires peuvent jouer en tant qu'acteurs du changement en contribuant à faire face à ces crises économiques, à atténuer leurs effets et à trouver des solutions à de nombreux problèmes. En tant que partenaires incontournables des politiques liées au développement et à l'économie, face aux défis économiques émergents auxquels le monde est confronté et de leurs répercussions sur les régions arabe et africaine et sur le monde dans son ensemble, les parlementaires doivent assumer leur responsabilité vis-à-vis de leur peuple.

Plusieurs discours ont également été prononcés lors de la réunion, soulignant l'importance des sujets abordés pour l'intérêt des populations d'Afrique et du monde arabe, compte tenu de leur importance et de leur pertinence, et du fait qu'ils affectent la vie des citoyens et constituent un fardeau énorme pour tous les pays et les gouvernements en termes de recherche de solutions appropriées. En effet, les défis abordés par cette réunion évoluent encore et n'ont pas encore été définitivement résolus.

Les participants à cette rencontre ont débattu à la fois des répercussions de ces crises successives et de leurs effets complexes sur l'économie mondiale dans son ensemble et les économies arabe et africaine en particulier, ainsi que des remèdes qui ont été mis en œuvre comme réponse. Ils ont également proposé des solutions pour faire face aux effets de ces crises.

Deux documents de travail ont été présentés lors de la réunion. Le premier document était intitulé "les effets des multiples crises internationales sur les économies de l'Afrique et du monde arabe", tandis que le second portait sur "l'importance de l'économie verte dans la réalisation du développement durable en Afrique et dans le monde arabe".



Senate  
The Kingdom of Eswatini



Les participants ont fait des interventions significatives sur l'importance de discuter de ces sujets. Ils ont également souligné la nécessité pour les gouvernements de prendre des mesures et des décisions plus efficaces pour faire face aux effets et répercussions graves de ces crises sur les économies des pays, en particulier l'alimentation et l'énergie, et de donner la priorité aux questions de sécurité alimentaire dans les programmes législatifs pour répondre aux besoins et aux aspirations des peuples africains et arabes.

### **Les participants ont formulé les propositions et recommandations suivantes :**

- Les gouvernements arabes et africains doivent tirer les leçons des crises économiques actuelles et établir des partenariats stratégiques pour faire face aux défis que connaissent leurs économies. Ils doivent également utiliser le potentiel et les opportunités de chacun pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique en Afrique et dans le monde arabe.
- Les gouvernements arabes et africains doivent consentir plus d'efforts pour contenir l'inflation et éviter de provoquer une récession économique à travers les mesures prises par les banques centrales pour contenir l'inflation. Cela nécessite des politiques coordonnées.
- Ces nouveaux défis obligent les pays arabes et africains à accorder une grande attention à la réflexion stratégique à long terme pour faire face aux catastrophes, aux crises et aux urgences, ainsi qu'au besoin pressant d'une stratégie globale de gestion des crises pour renforcer leur résilience face aux crises. Ce genre de réflexion ne peut être réalisé que par des approches collectives et intégrées.
- Les régions arabe et africaine font face à des défis importants qui nécessitent le travail commun et les actions coordonnées. A l'ère de la polarisation et de la concurrence entre les grandes puissances, les blocs régionaux gagnent en valeur et en poids. Ainsi, le bloc arabo-africain, avec les capacités de leurs pays et de leur poids dans le monde, peut créer des espaces d'indépendance stratégique à travers le rapprochement et la préservation de la liberté de mouvement et de décision.
- Les pays arabes et africains ont les capacités d'intervention efficaces pour faire face aux crises et aux défis s'ils mobilisent leurs potentiels collectifs. Cela peut se faire en coordination avec la communauté internationale qui devrait assumer ses propres responsabilités envers nos nations. Les pays arabes et africains ont plus que jamais besoin de renforcer leurs partenariats dans le monde entier.



**Senate**  
**The Kingdom of Eswatinti**



- Les décideurs politiques doivent unir leurs efforts pour lutter contre l'inflation, en prenant notamment des mesures pour renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces efforts comprennent ce qui suit :
  - Assouplir les restrictions sur le marché du travail. Les mesures politiques doivent contribuer à accroître le taux d'activité et à réduire les pressions sur les prix. Les politiques du marché du travail peuvent faciliter le redéploiement des travailleurs licenciés.
  - Accroître l'offre mondiale de produits de base. En effet, la coordination mondiale peut grandement contribuer à accroître l'approvisionnement en produits alimentaires et énergétiques. En ce qui concerne les matières premières énergétiques, les décideurs doivent accélérer le passage à des sources d'énergie à faible émission de carbone et prendre des dispositifs nécessaires pour réduire la consommation d'énergie.
  - Renforcer les échanges commerciaux mondiaux. Les décideurs politiques doivent s'efforcer de réduire les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement mondiales. Ils doivent soutenir un système économique international fondé sur des règles qui contribuent à éviter les risques de politiques protectionnistes et de fragmentation susceptibles de perturber davantage les réseaux commerciaux.
- Les décideurs politiques dans les économies émergentes et en développement doivent se préparer à gérer les répercussions potentielles d'un durcissement simultané des politiques dans le monde entier.
- Les banques centrales doivent prendre clairement leurs décisions politiques tout en préservant leur indépendance. Cela peut contribuer à stabiliser les anticipations d'inflation et réduire le degré requis de resserrement de la politique monétaire. Dans les économies avancées, les banques centrales devraient tenir compte des ramifications indirectes transfrontalières du resserrement des politiques. Dans les économies de marché émergentes et les économies en développement, ces banques devraient s'efforcer de renforcer un cadre réglementaire complet et constituer des réserves de devises étrangères.
- Les crises économiques successives mettent en évidence le besoin urgent pour les gouvernements du Moyen-Orient et d'Afrique d'établir, d'étendre ou d'accroître les systèmes de protection sociale afin que chaque individu de la région puisse exercer son droit à un niveau de vie décent, y compris le droit à l'alimentation et à la sécurité sociale.
- S'assurer que les produits de première nécessité restent accessibles pour tous.





Senate  
The Kingdom of Eswatini



- Soutenir la coopération économique conjointe entre les régions arabe et africaine pour réaliser une croissance économique et des investissements ouverts, résilients, durables, équitables et plus transparents, en plus d'adopter une approche de développement participatif pour créer des opportunités d'investissement dans de nouveaux secteurs économiques, des flux d'argent et de matières premières ; adopter l'innovation et les technologies numériques modernes pour promouvoir le commerce et l'investissement et s'assurer que ce sont des opérations flexibles et durables.
- Investir dans la recherche pour construire un monde africain et arabe conçu sur un modèle amélioré de ces deux régions pour éviter toute interférence étrangère qui pourrait entraver un avenir meilleur.
- Elaborer des plans de finances publiques plus fiables à moyen terme par les décideurs politiques et fournir une aide ciblée aux familles les plus nécessiteuses et prioritaires.
- Mettre l'accent sur l'importance de l'économie verte comme un des moyens de surmonter ces crises en réorientant les capitaux pour investir dans les secteurs de l'énergie verte.
- Les gouvernements arabes et africains doivent adopter des lois qui facilitent la transition vers l'énergie verte, encouragent les investissements dans les secteurs de l'économie verte et offrent aux investisseurs des incitations attrayantes telles que des incitations fiscales, des facilités de crédit et des exonérations douanières.
- Soutenir la recherche et l'innovation dans les technologies propres et les pratiques durables.
- Encourager la participation du secteur privé aux initiatives d'économie verte par le biais d'incitations et un cadre réglementaire ainsi que le développement d'outils et de mécanismes de financement vert pour mobiliser des investissements pour des projets durables.
- Développer des technologies nécessaires pour relever les défis climatiques en travaillant ensemble dans le cadre diplomatique et parlementaire afin de renforcer la coopération économique dans tous les aspects pour créer des solutions durables innovantes.
- Augmenter la capacité en matière de plantation des arbres, en particulier dans les pays arabes et africains, ce qui contribuera à réduire les émissions de carbone et à réduire le risque de changement climatique.



**Senate**  
**The Kingdom of Eswatinti**



- Continuer à investir dans les projets de développement de technologies de séquestration du carbone, considérées comme la base d'une économie verte durable qui contribue à réduire le risque de changement climatique.
- Contribuer à l'engagement de neutralité zéro carbone, en créant des opportunités qualitatives innovantes dans l'économie nationale pour ses acteurs, qu'ils soient producteurs ou consommateurs, en vue de définir un mode de vie fondé sur des pratiques respectueuses de l'environnement et sans carbone.
- Poursuivre le développement des énergies renouvelables, motiver le secteur privé et accroître l'efficacité énergétique pour participer à la transition de la dépendance aux ressources naturelles vers la dépendance aux sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire.
- Améliorer les programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique pour développer les compétences vertes et l'esprit d'entreprise.
- Collaborer avec les organisations internationales, les partenaires de développement et la société civile pour soutenir les initiatives et les projets d'économie verte.
- Mettre en place les mécanismes de coopération et d'assistance entre les Etats membres en cas de crises humanitaires.
- Repenser la politique de coopération adaptée au contexte mondial actuel et prendre l'initiative d'améliorer les relations diplomatiques avec les pays puissants.
- Les crises économiques mondiales ne peuvent être résolues que par la coopération internationale. Par conséquent, la communauté internationale est tenue de mobiliser les investissements et la volonté politique pour s'attaquer collectivement aux causes et aux conséquences de l'escalade des crises économiques.
- Redéfinir le concept de sécurité afro-arabe et adopter la sécurité alimentaire comme l'une de ses composantes.
- Prendre une série de mesures pour faire face aux conséquences de la hausse mondiale actuelle des prix des produits alimentaires de base et du carburant.
- Adopter une initiative pour le lancement d'une plate-forme afro-arabe en vue de soutenir les projets d'énergie renouvelable.



**Senate**  
**The Kingdom of Eswatini**



Enfin, les participants adressent une motion de remerciements à Sa Majesté le Roi d'Eswatini pour le parrainage de la réunion, au Sénat du Royaume d'Eswatini, représenté par son Président S.E. Mme Lindiwe Dlamini, au gouvernement et au peuple d'Eswatini pour l'accueil chaleureux et la généreuse hospitalité qui leur ont été réservés ainsi que pour l'excellente organisation de la réunion.

**10<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'ASSECAA**

**Royaume d'Eswatini**

**12 mai 2023**